



Chlordécone : chronique d'une gestion hasardeuse d'un risque avéré

La publication récente d'un rapport de l'INRA sur la [Saga du chlordécone aux Antilles françaises](#) siffle définitivement la fin des vacances et emporte, avec elles, leur cortège de lectures légères. Une nouvelle crise sanitaire serait-elle au menu, suspectée, révélée ? Non. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une découverte, les pouvoirs publics ayant finalement réagi afin de gérer le risque que présente le pesticide pour la santé humaine (celle des travailleurs agricoles et des consommateurs) ainsi que pour l'environnement (v., en particulier, le point 4 du [Plan national Santé Environnement 2004-2008](#) ou, plus ciblé, le [Plan d'action Chlordécone en Martinique et en Guadeloupe 2008-2010](#)). L'intérêt du document se situe ailleurs, ce dont son auteur, P.-B. Joly, a pleinement conscience : retracer l'histoire du chlordécone et de son utilisation dans les bananeraies antillaises a vocation à illustrer les « *caractéristiques d'un régime de régulation des risques* ». En déroulant le fil chronologique de son sujet, le rapport dresse un tableau complet des acteurs et des intérêts en présence – des intérêts parfois antagonistes – et à identifier les nœuds dans la gestion de la « *crise* » ou, du moins, des risques. Un travail qui permet, en conséquence, de servir de modèle si l'on veut éviter de répéter, demain, les erreurs ou imprudences d'hier.

Le chlordécone compte parmi ces composés chimiques créés par l'homme à force de recherches et de manipulations, dans le but, notamment, d'éradiquer une population de parasites et d'assurer une productivité maximale de fruits ou de légumes, sans avoir toujours mesuré les répercussions de l'exploitation des résultats de leurs travaux sur la santé humaine ou l'environnement. Sorti d'un laboratoire américain en 1950 et breveté deux ans plus tard, cet insecticide était destiné à lutter contre les cafards et les charançons du bananier. On en connaît aujourd'hui le danger : le *Plan d'action Chlordécone* le désigne expressément comme un « *pesticide organochloré polluant organique persistant, pouvant se concentrer dans les organismes vivants, cancérigène possible et perturbateur endocrinien potentiel chez l'homme* ». Toutefois, le chlordécone a été commercialisé avant d'être

définitivement interdit aux États-Unis en 1976 à cause de sa capacité à s'accumuler dans l'environnement et après avoir été inscrit sur la liste des agents potentiellement cancérigènes.

Le rapport montre que la position de l'État français sera, quant à elle, plus nuancée et sa réaction, plus tardive, le poids économique de la culture bananière dans la région antillaise jouant, sur ce point, un rôle de frein. Deux demandes d'homologation avaient été rejetées par la Commission des Toxiques à la fin des années 60, motif pris de la toxicité du composé et de sa persistance connue dans l'environnement. Cette posture ne sera cependant pas conservée puisqu'en 1972, la même autorité estimera que le chlordécone « *serait très intéressant pour le traitement de bananeraies en remplacement du HCH* » (un pesticide à l'efficacité déclinante, les insectes étant devenus résistants) et que « *des résidus dans la pulpe de banane ne sont pas décelables* ». Une autorisation provisoire de vente sera alors délivrée. Le rapport conclut : « *les arguments sur l'utilité du chlordécone dans la lutte contre le charançon ont donc raison des réticences liées à sa forte toxicité* ».

Le chlordécone, produit miracle ?

L'un des points noirs relevés par le rapport concerne l'insuffisante collaboration entre chercheurs, l'absence de communication des informations scientifiques ou l'incroyable indifférence de la France face au scandale qui éclate aux États-Unis, en 1975, dans l'entreprise qui fabrique le produit miracle : à la suite de l'apparition de troubles neurologiques affectant des salariés et d'une pollution avérée des eaux voisines, l'agence compétente américaine en a interdit la production, la vente et l'utilisation en raison de risques « *qu'il n'est pas raisonnable d'accepter* ». Le fabricant, lui, sera condamné au paiement d'une lourde amende – une première, de ce côté-ci de l'Atlantique, sur le terrain des dommages environnementaux.

Malgré une ultra-médiatisation de cet épisode, en France, rien ne bouge. Au contraire, l'utilisation du produit sera autorisée en 1981 et près de 180 tonnes seront déversées au pied des plants de 1982 à 1993. « *On peut s'étonner que les responsables économiques et administratifs qui gèrent cette question (...) n'aient pas été informés non seulement de cet incident, mais aussi de tout ce que l'on apprend sur cette molécule à cette occasion* », souligne l'auteur du rapport, d'autant plus que les États-Unis ont spécialement prohibé l'importation de bananes compte tenu de la présence de résidus de chlordécone... Enfin, de manière inexplicable, les rapports de deux chercheurs français ne mentionneront ni ces événements, ni les articles scientifiques parus dans les revues internationales. Un élément a-t-il perturbé la donne ? En effet, entretemps, ce n'est pas l'usage du chlordécone qui a été autorisé, mais celui du Curlone, lequel contient... 5 % de chlordécone. Quoi qu'il en soit, il

reste « *surprenant* » et « *énigmatique* » que l'autorité française ait ainsi ignoré les « *signaux d'alerte* » venus des Etats-Unis et, même, certaines données démontrant la persistance du composé sur les terres agricoles antillaises.

A cette attitude de repli s'ajoute aussi une pesanteur du système administratif, qui a empêché que l'interdiction d'utilisation du produit, finalement décidée en 1990, prenne immédiatement effet. En fait, « *des pressions sont exercées pour une poursuite de l'utilisation de l'insecticide, dans l'attente d'alternatives satisfaisantes* ». Désireux de trouver une solution de compromis, le Ministère de l'Agriculture a rappelé que « *lorsqu'une spécialité est l'objet d'un retrait d'homologation, la vente doit cesser un an après la notification de ce retrait, l'utilisation deux ans après la notification du retrait* ». Par le jeu d'une dérogation annale accordée par le Ministre de l'époque, le chlordécone a donc pu encore être utilisé jusqu'en 1993. Sur ce point, P.-B. Joly estime que « *l'absence d'alternatives n'est pas une fatalité, mais le résultat des efforts consentis. D'autres solutions chimiques pouvaient donc être envisagées et la combinaison de plusieurs stratégies chimiques aurait probablement conduit à un meilleur compromis entre efficacité économique et préservation de l'environnement. Mais on peut aussi songer aux méthodes de lutte raisonnée contre le charançon qui seront développées dans des délais raisonnables après la suppression de l'usage du chlordécone. En donnant une prime au statu quo, le caractère laxiste du cadre réglementaire d'alors n'a certainement pas procuré les bonnes incitations à l'ensemble des acteurs impliqués* ».

Finalement, le rapport est révélateur de l'existence de « *signaux faibles* », communs selon lui aux crises sanitaires et environnementales : d'une part, le fait que « *les informations dont bénéficiaient les acteurs en charge du dossier auraient pu (ou dû) conduire à des décisions plus précoces* » et que « *certains acteurs ont donné l'alerte, mais qu'ils n'ont pas été entendus* » ; d'autre part, le rôle ambigu de la norme et « *de ce qui est considéré comme normal à l'époque où se déroule l'action – la norme, ou les standards de jugement, est pour partie inscrite dans le droit, mais ne se limite pas à la loi ni au règlement ; la construction de la norme renvoie à un ensemble d'éléments qui vont de ce que l'on peut appeler le sens moral à des dispositifs techniques* ».

En dénonçant de « *véritables anomalies dans le cadre d'une approche de prévention* », le rapport Joly constitue une authentique illustration de la nécessité d'œuvrer entre chercheurs, de façon transdisciplinaire, et de collaborer entre industriels, exploitants et Administration ; des impératifs et des valeurs que Lascaux a à cœur de défendre et de promouvoir!

Lascaux – 30 août 2010
Jean-Philippe Bugnicourt